

Lettre à des amis

« rojavistes »

« Pourtant, assez vite, au fil de mes années d'apprentissage de la vie et de la révolte, à travers de rares informations, des signaux inquiétants arrivaient aussi de là-bas. »

Ngo Van

Cette lettre ne s'adresse pas aux militants qui surfent d'un mouvement à une lutte en fonction du sens des médias pour construire un parti ou une orga. Elle s'adresse à vous, amis et camarades de différentes villes dont nous apprécions les réflexions et le sens critique et partageons souvent les positions, mais avec qui nous pouvons parfois être en désaccord¹.

C'est en particulier le cas à propos du *Rojava*. Contrairement à vous, et depuis un an et demi, nous avons plus que des doutes sur l'utilisation du mot « révolution » pour qualifier ce qui se passe dans cette région. Des doutes également concernant la manière dont ce « processus » est présenté et soutenu en Occident.

Cette lettre n'a pas pour objectif d'être exhaustive sur la question, ni de « dézinguer » vos positions ou d'essayer de vous convaincre (surtout pas en alignant des sources et références dont vous disposez aussi, mais dont nous faisons une lecture différente, ni en usant des exemples de la Russie de 1917 ou de l'Espagne de 1936). Il s'agit plutôt de lancer des perches et pistes pour un débat, d'éviter que certains ne s'enferment et s'enlisent dans une guerre de positions qui serait regrettable.

Ce qui nous semble être ici en jeu, en question, c'est le regard que nous portons sur un mouvement ou une situation, la manière dont nous les jugeons et les traitons, entre distance d'analyse et distance géographique, entre discours et situation concrète. Tout comme notre engagement dans des luttes immédiates (toujours partielles, souvent réformistes ou défensives), le positionnement sur ce qui se passe à des milliers de km ne doit pas dépendre d'une quelconque norme ou « pureté » révolutionnaire, ni de l'application de modèles pré-établis². Nous n'avons pas à rejeter tel ou tel mouvement parce qu'il ne paraîtrait pas assez radical, mais à interroger son contenu et notamment du point de vue des rapports de classes.

L'expérience au Rojava n'a pas à être traitée différemment. Comme toute situation sociale dans ce monde capitaliste, elle est traversée par des contradictions de classes. Bien qu'il soit difficile de les mesurer, d'en connaître exactement les dynamiques et les acteurs, des questions s'imposent : Quelles sont les transformations en cours ? Où se cristallisent les contradictions, quels acteurs sont à l'œuvre ?

1 « Nous » et « vous » renvoient aussi à un ensemble flou d'organisations, groupes plus ou moins formels et individus anarchistes, libertaires, marxistes (non-bolcheviques), autonomes, etc. qui forment le « milieu » dit « radical » ou « révolutionnaire » dans lequel nous sommes peu ou prou partie prenante.

2 Nous ne détenons pas le schéma d'un processus révolutionnaire « pur » et ne croyons ni à l'existence ni à la possibilité d'un tel schéma.

Quels-sont les rapports de forces qui se sont constitués ? Quel écart entre les discours et les intérêts réels ? Entre nos désirs de révolution et les limites qu'ils rencontrent ? *Quid* du prolétariat ? Quelle est notre vision de la révolution ? Etc.

Seuls contre tous ?

L'« expérience révolutionnaire » du Rojava est souvent présentée comme devant faire face à l'hostilité générale et aux menaces des armées impérialistes et « fascistes » de la région, sinon de la planète.

Rappelons tout d'abord l'accord de non-agression qui fait que depuis 2012 les forces armées du Rojava et celles de Damas voisinent pacifiquement (sauf rares accrochages), voire parfois collaborent tactiquement (Al-Hasakah en 2015, Alep et corridor d'Azaz en 2016), mais aussi la quasi co-administration de certains secteurs (Al-Hasakah ou Qamichli). Une entente qui nourrit bien des débats et polémiques.

En 2014, des militants révolutionnaires ont manifesté en France pour que les puissances militaires occidentales apportent un appui aérien aux YPG et leur livrent des armes. A cette époque, on nous proposait de collecter quelques milliers d'euro au profit des YPG, notamment pour l'achat d'armes. Depuis, les États-Unis, suivis par d'autres États, leur ont livré des tonnes d'armes et de munitions. Les militants révolutionnaires l'admettent mais reprochent aujourd'hui aux Occidentaux de ne pas fournir d'armes lourdes aux YPG³.

Sur le terrain, la campagne militaire créant une continuité territoriale entre les cantons de Kobane et Cizîrê (d'octobre 2014 à juin 2015) a montré l'étroite collaboration entre les YPG et l'aviation occidentale (donc, inévitablement, avec des forces spéciales américaines au sol). Les YPG ont alors regroupé autour d'eux, en une alliance politique et militaire (les FDS), plusieurs groupes armés arabes dont on peut douter du caractère libertaire.

Les combats de février-mars 2016 autour du canton d'Afrin ont eux montré qu'il existait *a minima* une coordination opérationnelle entre les YPG, l'armée loyaliste syrienne et l'aviation russe. Soit. Des groupes rebelles jusque-là alliés à Al-Nosra (branche syrienne d'Al-Qaïda) ont à cette occasion préféré rejoindre les FDS.

Avec de telles alliances, un territoire beaucoup plus vaste à gérer et une plus grande diversité de population, le « pragmatisme » du commandement kurde ne risque pas de se réduire.

En ce qui concerne le plan diplomatique, les représentantes (sic) des YPG sont régulièrement envoyées dans les pays occidentaux pour nouer des contacts. Le temps où ils étaient présentés comme totalement isolés, victimes de leur positionnement révolutionnaire (alors même que leur commandante était reçue à l'Élysée) est révolu. Leur présence aux négociations de Genève a été empêchée par les efforts de la Turquie, alors que des pays comme la Russie y étaient favorables. Le gouvernement du Rojava a d'ailleurs ouvert une représentation diplomatique à Moscou en février dernier, occasion d'une agréable petite fête (*idem* à Prague en avril).

D'un point de vue politique, diplomatique et militaire, la direction du PYD/YPG, courtisée tant par les États-Unis que par la Russie, a su avec opportunisme faire monter les enchères et tirer son épingle du jeu ; c'est-à-dire renforcer son poids politique en obtenant un soutien militaire et une quasi reconnaissance internationale.

Quant au soutien médiatique, il est très répandu et particulièrement positif. En France les combattants des YPG (et surtout les combattantes des YPJ) sont présentés comme des parangons de courage, de féminisme, de démocratie et de tolérance. C'est le cas d'Arte à France 2 en passant par LCP, *idem* à la radio où, de Radio Libertaire à Radio Courtoisie en passant par France Culture on vante les combattantes de la liberté.

3 Les États-Unis s'y opposent, arguant qu'elles pourraient être utilisées par le PKK contre l'armée turque.

Il est logique que le PYD recherche des soutiens et s'appuie sur des services de communication et de propagande efficaces, mais cela soulève néanmoins des questions. Le PYD se présente en effet au monde comme le rempart de la démocratie, un partenaire responsable, un champion de la lutte contre le terrorisme et l'islamisme. Est-ce un camouflage ? Les diplomates et militaires des pays impérialistes se font-ils savamment berner sur toute la ligne depuis des années ? L'impérialisme est-il si peu conscient de ses intérêts qu'il tolère et même *soutient* à Kobane un « processus révolutionnaire », même « en devenir », avec démocratie directe, « égalité » des sexes, « autogestion » des ressources, etc., toutes choses qu'il empêche évidemment à Londres, Paris ou Chicago ? N'a-t-il pas d'autres choix ?

De la Guerre ?

La *résistance* des kurdes dans les ruines de Kobane a ému la planète et entraîné une vague de soutien international. S'en est suivie pour les YPG, et grâce au soutien des aviations américaines ou russes, une longue série d'*offensives* victorieuses, permettant un contrôle kurde sur un vaste territoire.

Effervescence des combats ou volonté politique ? Les critiques que l'on fait généralement à une armée en campagne n'ont pas épargné les YPG : villages rasés, populations déplacées, habitations arabes incendiées, police peu appréciée, conscription, jeunes dont les papiers ne sont pas en règle embarqués de force à la caserne pour effectuer leur service militaire, etc. Les organisations syriennes opposées au PYD (parfois kurdes elles-aussi, généralement membre du CNS⁴) dénoncent régulièrement ses exactions et bavures. Les organisations internationales de défense des droits de l'homme en confirment certaines mais reconnaissent que, parmi les belligérants de la région, c'est bien aux militaires kurdes qu'on a le moins à reprocher ce genre d'agissements. Quant aux autorités du Rojava, elles reconnaissent une partie de ces « exactions » ou « défauts », et ont promis ou réalisé des enquêtes et des corrections (par exemple sur l'enrôlement d'enfants soldats) afin de répondre aux standards occidentaux en terme de démocratie, de Droits de l'Homme et de conduite de la guerre. La création d'une « véritable » armée a d'ailleurs été récemment annoncée (les Forces de protection autonomes, FPA).

Il nous semble difficile de voir dans ces « débordements » l'œuvre de prolétaires devant faire face aux difficultés d'une lutte concrète... ce sont plutôt les nécessités de la *guerre* qui expliquent les « bavures » des combattants YPG.

Nationalisme ?

La situation actuelle au Kurdistan syrien trouve ses origines dans la défaite des révoltes syriennes en 2011, dans l'évolution d'une situation régionale marquée par un chaos militaire et dans les dynamiques de partis nationalistes kurdes aux intérêts spécifiques et aux alliances contradictoires.

Le PYD, organisation kurde, est la force politique qui s'est imposée dans cette zone. Son discours n'est pas celui du nationalisme d'antan, celui du PKK ; le vocabulaire a changé. Les cadres et militants des PYD-YPG ne sont semble-t-il pas tous au courant car leurs propos sont encore très souvent teintés de ce « patriotisme » kurde, et vantent les spécificités de ce « peuple » à la culture « millénaire » et « par nature » rebelle, etc.⁵

C'est que la question du peuple et de l'identité kurde (langue, culture, histoire, coutumes, etc.) reste inséparable du projet politique du Rojava. Tout comme celle de son territoire, le Kurdistan, c'est-à-dire les zones définies comme ayant à une époque été majoritairement peuplées de kurdes. Et si les dirigeants kurdes insistent beaucoup sur la protection des minorités ethniques et religieuses (dans les discours ou le *Contrat social*⁶), c'est bien en tant que représentants de la *majorité*.

Le projet du PYD est donc présenté comme non spécifiquement kurde et pouvant, dans un second temps, s'appliquer à l'ensemble de la Syrie ou du Proche-Orient. Les YPG ont d'ailleurs conquis des

4 Conseil national syrien notamment soutenu par la Turquie et l'Arabie Saoudite.

5 On serait tenté de dire que les mots n'ont peut-être pas tout à fait le même sens partout. En France ce type de discours serait *au minimum* qualifié de « réactionnaire ».

6 Le *Contrat social* est la constitution du Rojava adoptée le 29 janvier 2014.

zones, autour des cantons de Kobané et de Cirizé, où les Kurdes sont minoritaires ; mais des tensions entre populations arabes et militaires kurdes y demeurent.

Cette extension territoriale, mais aussi les nécessités du recrutement, de la guerre ou de la propagande, expliquent que les YPG aient intégré en leur sein des arabes, parrainé la création d'unités ethniques ou religieuses spécifiques (syriaques, yézididis) et, surtout, qu'elles se soient alliées depuis octobre 2015 avec des milices arabes (au sein des FDS).

Autorité et démocratie

Passons sur le fonctionnement du PYD, la branche syrienne du PKK connue pour son caractère autrefois autoritaire mais qui, paraît-il, a bien changé. Admettons-le pour le moment. Mais notons que ce type d'organisation qui d'ordinaire subirait les foudres des anti-autoritaires, bénéficie ici d'une étrange mansuétude. Peut-être est-ce parce que le PYD annonce vouloir s'en prendre au *pouvoir* de l'État et qu'on assisterait à une sorte de modernisation de la vieille théorie du « dépérissement de l'État », de sa police⁷ et de son armée.

Comme il le décrit lui-même, le PYD est en train de bâtir au Rojava la structure administrativo-politique d'une région autonome dont l'inspiration philosophique se trouve dans les œuvres de Murray Bookchin et l'inspiration juridique dans les traités internationaux sur les droits civils et politiques. Cette structure aurait pour vocation, à terme, de se superposer à celle de l'État syrien dont elle reconnaît la légitimité et l'intégrité des frontières.

C'est ce que proclament le *Contrat social* et les dirigeants du Rojava, ce dont discutent actuellement les grandes puissances et ce qui, concrètement, semble se mettre en place. Depuis 2012-2013, l'administration du Rojava se renforce et se normalise, ses structures de justice, police, armée ou formation se perfectionnent (notamment dans les cantons les plus protégés jusque-là, Cizîrê et Afrin), assurant ainsi un certain nombre de tâches jusque-là dévolues à l'État syrien.

On notera tout de même que la structure administrative mise en place au Rojava serait, en cas d'éclatement définitif de la Syrie ou de déclaration d'indépendance, quasiment celle d'un état (ne lui manquerait que la souveraineté monétaire).

Évidemment, le Rojava ce n'est pas que cela. Le mot de « révolution » ou du moins l'adjectif « révolutionnaire » a été sur beaucoup de bouches et sous beaucoup de claviers pour décrire le processus en cours dont la base est double :

- Nous avons affaire d'un côté à un mouvement populaire de révolte, de résistance, d'autodéfense et de survie dans une situation de guerre.

- De l'autre il y a la mise en œuvre du projet du PYD, qui combine en théorie pouvoir central (sur le modèle des démocraties occidentales) et auto-administration locale du quotidien par les habitants.

Reste à savoir comment s'articulent réellement les deux, et à quoi cela correspond concrètement sur le terrain⁸.

Les visiteurs occidentaux n'ont pas manqué, et les témoignages enjoués se sont succédé dans les journaux militants et les blogs. On y décrit généralement :

- Une ambiance sympathique et chaleureuse avec moult détails, des discussions spontanées en toute liberté (choses rares en ce monde).

- Peu de choses sur l'économie, sinon que le bouleversement des rapports sociaux

7 David Graber rapporte le témoignage du directeur de l'académie de la police du Rojava, les Asayish : l'objectif à long terme serait de former chaque citoyen durant six semaines afin que le métier de policier devienne inutile.

8 Nous passons sur une question cruciale : ce processus fait-il suite aux manifestations du printemps syrien de 2011 ou, au contraire, y a-t-il mis un terme en y substituant le projet politique du PYD descendu des montagnes après le départ des troupes d'Assad ?

capitalistes est reporté à plus tard et que la propriété privée a été sacralisée par le *Contrat social*. On évoque au mieux la création de quelques coopératives agricoles ⁹.

- L'organigramme de fonctionnement démocratique du Rojava, tel qu'on peut le lire sur Wikipedia. Presque rien, si ce n'est un ou deux modestes exemples, sur le fonctionnement réel de ces centaines ou milliers d'assemblées populaires censées couvrir le pays dans les villages et les quartiers.

Mais disons-le simplement : que dans tel quartier les habitants se réunissent chaque semaine pour discuter et décider de créer ici un potager collectif, de réparer une route ou de construire une salle de réunion, et puissent trouver soutien et financement auprès d'une administration municipale compréhensive, c'est une très bonne chose pour eux. Nous remarquons toutefois que ce n'est pas de cette manière que sont prises les décisions politiques, diplomatiques et militaires.

- L'instauration d'une égalité formelle entre hommes et femmes. Le fait que des femmes participent à des discussions et des combats, serait un choc et entraînerait d'inévitables modifications des rapports sociaux de sexe. Là aussi on peut se demander quelle-est, au-delà de la propagande (particulièrement forte sur cette question), l'ampleur réelle de ce phénomène auquel de larges pans de la société semblent échapper. *Idem* sur la vision peut-être caricaturale de la situation des femmes kurdes en Syrie avant 2012.

La dynamique d'une organisation étant avant tout d'assurer sa survie, son rôle et son pouvoir il serait particulièrement surprenant que le PYD ou l'administration du Rojava organisent leur propre disparition au profit d'une assemblée d'assemblées populaires.

S'il devait finalement se mettre en place dans cette région un régime démocratique s'inspirant des modèles occidentaux, mais avec une dose d'assemblées locales consultatives, ce serait une grande nouveauté pour la région, et un bien moindre mal pour ses habitants. Le PYD y serait sans doute hégémonique pour longtemps mais, avec le temps, les choses pourraient évoluer. Est-ce une vision pessimiste ou optimiste ?

Demain ?

On nous parle d'une dynamique populaire, certes engourdie par la guerre, mais pouvant ressurgir par la suite, plus tard. Il faudrait garder l'espoir, et surtout croire que l'humanité (ou le prolétariat) s'émancipera en faisant la guerre *d'abord*, et seulement *ensuite* la révolution. Ceci nous semble de la folie. C'est pourtant le *choix* qu'aurait fait le PYD et qui correspond au vieux schéma « révolutionnaire » (la classique phase de transition se limitant ici à une « révolution politique »).

Nous ne croyons pas que la révolution (ce grand bouleversement qui abolira la société de classes) puisse découler d'une suite de choix stratégiques à effectuer dans le bon ordre. Nous ne savons pas à quoi elle ressemblera mais, sans pour autant nier son caractère forcément violent, permettons-nous une affirmation : elle ne sera pas un affrontement militaire, une série de victoires de l'armée des prolétaires (remettant au lendemain les transformations radicales de la société) sur celle des capitalistes. La révolution n'est pas la guerre. Et si parfois les périodes de guerre peuvent entraîner une déstabilisation politique, générer tensions et décomposition sociales, tel n'est plus le cas ici, au contraire.

A moins d'user de l'acception vidée de sens et anodine qui revient à la mode, le mot de « révolution » ne nous paraît donc pas, vous l'avez compris, adapté pour décrire la situation au Rojava. Celui de « processus révolutionnaire » non plus, même s'il n'est que « potentiel »... car dans ce cas en quoi le serait-il plus ici qu'en Chine ou en Algérie ? Au Rojava c'est la guerre qui domine, guerre populaire si l'on veut, mais guerre tout de même.

⁹ Le fonctionnement en autogestion d'une seule usine du Rojava aurait déjà fait l'objet de dizaines d'articles et la couverture de plusieurs journaux militants.

La question du soutien se pose ici¹⁰. Et qui soutenir ? (au-delà d'un prétendu « peuple » millénaire exempt de division de classes et par nature révolutionnaire ?).

Soutenir le « mouvement » ? La « lutte » ? Le prolétariat ? Comment est-ce que cela peut se traduire concrètement ? Le plus pertinent serait, comme dans tous les cas, de lutter localement contre notre propre bourgeoisie, mais on sait ce qu'il en est. Alors, au-delà du symbole, quelle solidarité est possible à 4 000 km de distance ?

Jusqu'à présent, les militants révolutionnaires les plus impliqués et enthousiastes ont surtout vanté les mérites et les actions des YPG-YPJ, branche armée du PYD (parfois en omettant les sigles). Si il y a eu soutien, peu critique et surtout financier, c'est vers cette organisation qu'il est allé (ou éventuellement vers des structures qu'elle contrôle). Et nous croyons qu'il y a bien là un souci de taille¹¹.

Ce parti qui domine la scène politique de la région et prétend représenter les intérêts du « peuple » kurde est la force qui actuellement encadre la société. Il serait complètement illusoire d'espérer soutenir, au sein du PYD, telle tendance radicale contre telle autre modérée. Tout autant illusoire que de soutenir un régime dans l'espoir que l'action autonome des prolétaires le déborde.

Car vous le savez, ou l'avez compris, et pour le dire froidement : nous pensons que l'administration qui se met en place aujourd'hui dans le nord de la Syrie, assure de fait dans cette zone les tâches d'un État défaillant, préservant du chaos les fondements de la société capitaliste (valeur, salariat, classes, propriété privée, production). Demain, sur les bases qui auront été négociées entre le Rojava et les autres États, elle assurera l'ordre, gèrera la population et les classes. Aussi progressiste soit-elle, c'est bien cette administration que devront alors affronter les prolétaires kurdes et arabes¹². Les forces qui les réprimeront seront les Asayish et, s'il le faut, les YPG.

Sur cette fin peut-être un peu abrupte, mais dans l'attente de vos réactions, recevez bien des salutations.

T.K.G.V., mai 2016

tkgv@riseup.net

10 Il n'y a pourtant pas que la révolution dans la vie. Notre point de vue nous amène certes à voir dans chaque lutte les enjeux de la lutte des classes. Mais si théoriquement c'est toujours possible, est-ce toujours nécessaire ? Il y a des « causes » qui n'ont rien de révolutionnaires, qui sont humanitaires ou humanistes mais peuvent être soutenues ; des luttes écolos ou réformistes auxquelles on devrait pouvoir participer sans honte ; des nécessités immédiates qui, parfois, peuvent trouver des réponses autres que marxistes ou anarchistes. Et ce n'est pas un drame.

11 Nous pensons d'ailleurs que si une telle organisation faisait demain son apparition en France, avec le même programme, nous serions (vous et nous) parmi les premiers à en dénoncer le danger (et à en subir la répression).

12 Et *quid* des déserteurs, insoumis au service militaire au Rojava ? Il s'en trouve, de fait, parmi les migrants qui aujourd'hui cherchent refuge en Europe. Il est peu probable qu'ils demandent du soutien à ceux qui aident l'armée qu'ils fuient ! Un site de l'opposition syrienne, également opposé au PYD, signalait à l'automne 2015 une première manifestation contre la conscription dans une ville du Rojava.